

La tolérance néfaste à l'entente et l'indépendance européennes

« En Allemagne il ne peut pas y avoir un fétichisme perpétuel pour les excédents budgétaires et commerciaux, car ils sont faits aux dépens des autres » a cru bon d'asséner une fois de plus Emmanuel Macron le 10 mai à Aix-la-Chapelle.

La coalition au pouvoir en Allemagne et d'autres voix en Europe pourraient répliquer : « En France, il ne peut pas y avoir une tolérance perpétuelle à ses propres impasses budgétaires. Elle est aux dépens de l'entente et de l'indépendance européennes, cependant que les transformations géopolitiques du monde rendent de jour en jour plus pressant le renforcement de cette entente et de cette indépendance, inévitablement dépendantes l'une de l'autre. » Une telle réplique serait utile si, complémentairement à des aperçus de politique générale sur le futur de l'indépendance européenne, le point de politique économique mis en cause était enfin cadré d'une façon plus précise que dans les Traités en vigueur.

L'impasse budgétaire

Bien que courante fût un temps, la notion d'impasse budgétaire n'a jamais été vraiment élevée à la hauteur d'un concept économique. Ce n'est pourtant pas bien difficile. La masse à considérer est celle des charges publiques, en tant que distinctes des investissements publics comme en toute comptabilité économique (dont ménages et entreprises), mais comprenant le service complet de la dette (intérêts et remboursements de principal, comme dans un ménage ou toute autre association non commerciale, à ceci près qu'il n'y a plus de principal à rembourser avec des livrets du Trésor public). Année après année, cette masse est ou non cofinancée par de l'emprunt, en complément du produit des impôts et taxes. Les années où elle l'est, il y a impasse budgétaire, autrement dit déficit budgétaire, avec des conséquences qui ne sont qu'atténuées lorsque son poids est inférieur à 3 % du PIB (et d'autant plus atténuée que le déficit est complètement cofinancé par les livret susdits).

Des périodes glissantes de plusieurs années consécutives sans impasse budgétaire procurent aux nations et aux unions de nations qui les obtiennent davantage d'indépendance politique qu'à celles qui n'y parviennent pas. Son intolérance aux impasses budgétaires perpétuelles ou chroniques accroît la capacité d'une nation et d'une union de nations à s'endetter pour financer un gros volant d'investissements publics. C'est notamment auprès de leurs ressortissants que ces nations et unions améliorent la confiance qu'elles inspirent en tant qu'emprunteurs. En retour, cette confiance accrue contribue à davantage d'indépendance politique sur la scène mondiale, ainsi qu'en leur sein à davantage d'entente et d'aptitude au plein-emploi.

La croissance la plus saine

Les impasses budgétaires chroniques nuisent à l'emploi presque aussitôt qu'elles sont l'une après l'autre tolérées ou réclamées par le pouvoir législatif puis réalisées par le pouvoir exécutif - lequel est d'autant plus disposé à les aggraver qu'il voit à tort dans l'emprunt public un déport de dépenses sur les générations futures et dans la réduction des charges publiques une menace pour l'emploi. En ces matières, la doctrine de la croissance économique qui tient le haut du pavé joue un rôle déterminant. Il faut même préciser à ce sujet : selon que la doctrine de la croissance économique la plus saine tient ou non le haut du pavé.

Surtout dans les pays les plus désinvoltes sur leur propre salubrité économique, on ne répètera jamais trop que la croissance la plus saine des revenus et des débouchés a deux moteurs et un frein. L'un est alimenté par un flux incessant de placements directs d'épargne en nouveau capital social, aux sens dans lesquels j'utilise ces expressions dans mon énoncé d'une première orientation de politique économique. L'autre moteur est lui alimenté par un flux non moins incessant de nouvelles dettes publiques qui au fur et à mesure que la dernière série d'impasses budgétaires s'éloigne peuvent être entièrement allouées au financement d'investissement eux aussi publics. Quant au frein, l'Allemagne de Schröder et des réformes Hartz ont contribué à faire passer pour tout à fait inconvenant de ne pas y voir un accélérateur : la potion est amère pour les populations précarisées par ce genre de libéralisme et dès lors plus enclines à se tourner vers un populisme.

L'entente européenne

Ce n'est bien sûr pas seulement dans le domaine de l'économie strictement dite (Economie Matin du 31 janvier) que l'entente et l'indépendance européennes sont à renforcer. Mais il est indispensable que ce soit pour beaucoup dans ce domaine. L'exhortation de Macron sur « le fétichisme perpétuel pour les excédents budgétaires » semble bien être au service de la mondialisation et de son pilotage par l'industrie financière tant privée qu'étatique, alors que désormais en règle générale les opinions publiques européennes ou bien désapprouvent cette tutelle ou bien ne l'approuvent que du bout des lèvres.

Dans la mondialisation, il y a de façon consubstantielle la course aux plus-values par usage intensif de l'effet de levier et les risques de crises d'origine financière qui vont avec, sans égard aux atouts du capitalisme de rendement (Economie Matin du 27 octobre 2016). Dans la mondialisation et quoi qu'en disent encore ses thuriféraires, il n'y a pas le schéma de l'économie de marché en son état le plus sain. La possibilité et la nécessité d'un tel schéma afin qu'il serve à renforcer l'entente européenne ne sont pas à l'ordre du jour. On doit hélas s'attendre à ce que prochainement la campagne des élections à la députation européenne le confirme.